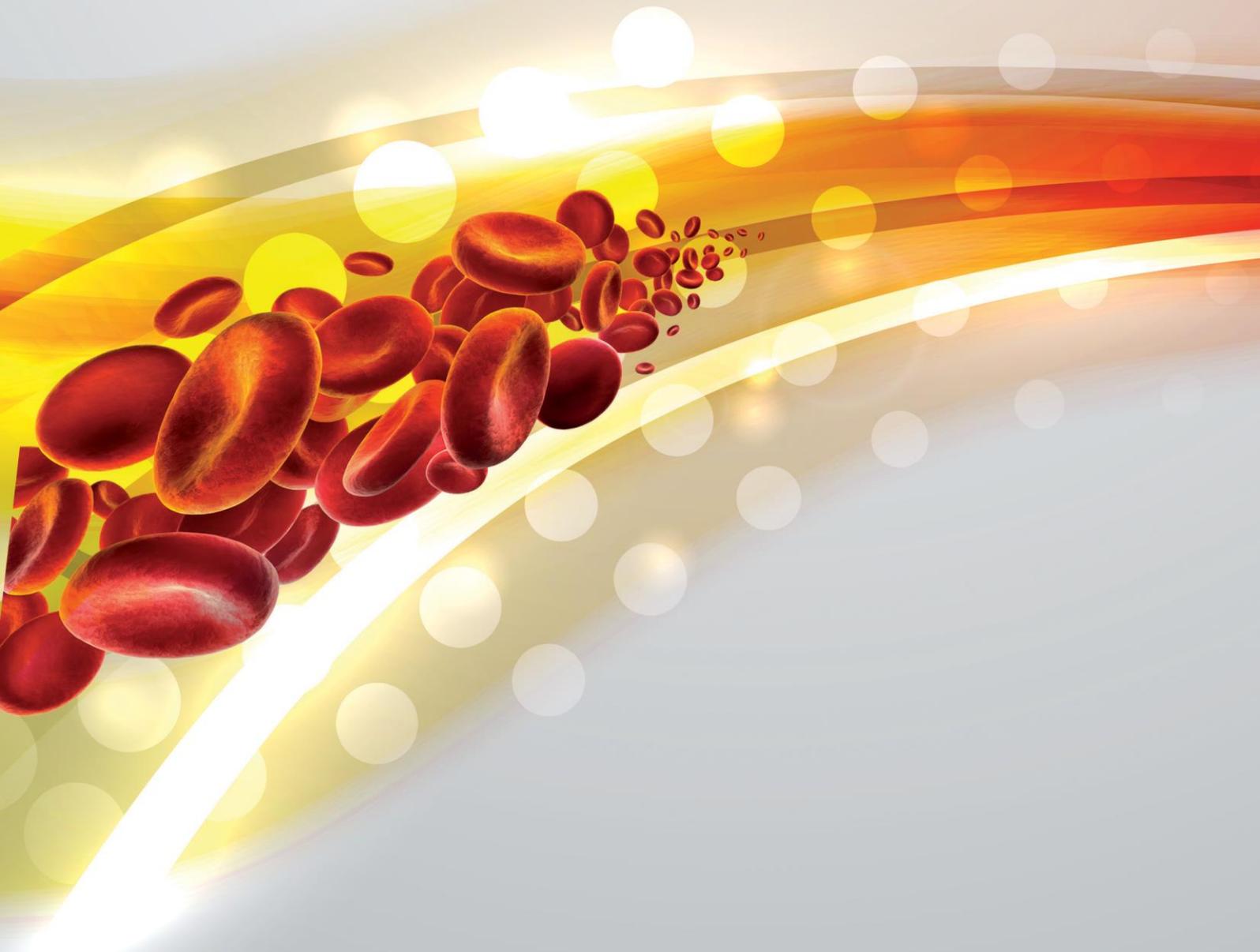




RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Juin 2015



I. POINTS CLEFS DE LA PERIODE

- Résultats et consommation de cash en ligne avec les prévisions.
- Situation de cash en banque de € 31 M à fin juin 2015.
- Démission de Pierre-Olivier GOINEAU, co-fondateur et Directeur Général Délégué, le 11 janvier 2015
- ERYTECH annonce la mise en place d'un programme de cotation par ADR Level I aux Etats-Unis
- ERYTECH a présenté trois de ses abstracts au congrès annuel de l'American Association for Cancer Research (AACR) qui s'est tenu à Philadelphie (Etats-Unis), du 18 au 22 Avril 2015 notamment la présentation orale des résultats complets de phase III de GRASPA® dans la LAL et le point sur la phase IIb dans la LAM
- Renforcement du portefeuille de brevets aux Etats-Unis avec un brevet nouvellement délivré et l'extension de la durée de protection de son brevet princeps intitulé "Medicament for the Treatment of Cancer of the Pancreas" délivré aux Etats-Unis sous le numéro US 8974802
- La société reçoit le label Tech 40 d'EnterNext et annonce son entrée dans l'indice Tech 40
- ERYTECH a annoncé que son Comité d'Experts Indépendants (DSMB) a réalisé la première analyse de tolérance de son Expanded Access Program dans la Leucémie Aiguë Lymphoblastique (LAL) et a recommandé la poursuite du programme sans modification
- Annonce deux avis positifs sur la tolérance du produit ERY-ASP pour la première cohorte de patients traités atteints de leucémie aiguë lymphoblastique (LAL) dans l'étude de phase I aux Etats-Unis et pour les trois premiers patients traités en combinaison avec Folfox dans l'étude de Phase II dans le cancer du pancréas
- ERYTECH Pharma Inc recrute le Dr Iman El HARIRY en tant que Chief Medical Officer.
- ERYTECH Pharma recrute Eric Soyer en tant que Chief Financial Officer et Chief Operating Officer en remplacement de Pierre-Olivier GOINEAU.

II. RAPPORT D'ACTIVITÉ

A. Situation de la Société et résultats de son activité

a. Essais cliniques

→ GRASPA® en Europe (ERYASP)

Le comité d'experts indépendants (Data Safety Monitoring Board ou DSMB) en charge de surveiller l'étude clinique de Phase II/III de GRASPA® chez l'adulte et l'enfant en rechute dans la LAL s'est tenu et a rendu un avis favorable quant à la poursuite de cet essai clinique en phase III selon le protocole original avec un effectif total de 80 patients. La société a terminé l'étude de Phase III dans la LAL et prépare la soumission de son dossier d'AMM auprès de l'EMA au cours du 2nd semestre 2015.

L'Union Européenne a accordé le statut de médicament orphelin à GRASPA® dans la LAM.

L'ANSM a accordé à ERYTECH le droit de commencer une étude de Phase IIb dans la LAM. ERYTECH a inclus son premier patient en mars.

Le comité d'experts indépendants (Data Safety Monitoring Board ou DSMB) en charge de surveiller l'étude clinique de Phase IIb de GRASPA® dans la LAM a rendu un avis favorable quant à la poursuite de cet essai clinique après évaluation de la tolérance du produit chez les 30 premiers patients.

ERYTECH a obtenu l'autorisation de plusieurs pays européens pour son étude LAM lui permettant d'élargir le recrutement de ses patients.

La société a annoncé le lancement d'une étude de Phase II dans le cancer du pancréas avec son produit ERYASP™.

La Société a annoncé l'ajout d'un nouveau candidat-médicament « Affameurs de tumeurs », ERY-MET, à son portefeuille en oncologie.

→ ERYASP aux États-Unis

La FDA a accordé à ERYTECH le droit de démarrer une phase Ib avec ERYASP™ dans la LAL. Les principaux centres de recrutements de patients sont ouverts : Chicago, Duke, Columbus.

L'USPTO a délivré le brevet protégeant la technologie d'ERYTECH lui accordant une exclusivité jusqu'en 2029 avec une possibilité d'extension en 2034.

Au plan international, la société a obtenu un nouveau brevet au Etats-Unis.

b. Recherche et Développement

→ TEDAC

En vue de lancer un essai clinique de Phase II dans un cancer solide, différentes expérimentations ont été menées sur différents types de tumeurs afin de tester leur sensibilité à l'asparaginase. Les résultats de ces études permettront la sélection prochaine d'une première indication thérapeutique dans laquelle sera conduite une étude clinique de Phase II.

Les autres expérimentations avec d'autres enzymes thérapeutiques se déroulent suivant le plan de marche défini. L'objectif de disposer à terme d'une famille de produits permettant d'affamer les tumeurs couplés à des moyens de sélections de patients prend corps.

Les premières preuves de concept sur des coupes de tumeurs sont en cours. En maintenant cette vitesse de développement, et sous réserve de résultats positifs, un premier essai clinique pourrait être envisagé toute fin 2015.

Au 30/06/2015, le projet TEDAC atteint l'étape clé N°3 qui ouvrira la perspective d'une nouvelle partie de la subvention accordée pour ce projet.

→ Autres projets en développement :

En parallèle du développement d'ERYASP/GRAPSA®, ERYTECH a réalisé des travaux de recherche approfondis pour identifier d'autres enzymes thérapeutiques pouvant affamer les tumeurs et dont l'encapsulation dans les globules rouges serait pertinente. Ce programme de recherche bénéficie d'un soutien financier de BPI France à hauteur de 7 millions d'euros.

Cela a permis l'identification d'un nouveau candidat médicament, ERY-MET, composé de méthionine- γ -lyase (MGL) encapsulée dans les globules rouges.

Afin de compléter sa plateforme technologique, la société développe en phase préclinique le projet de vaccin ERY-VAX qui permettra de traiter les cancers par le biais d'une vaccination avec encapsulation d'un adjuvant.

c. Propriété industrielle

Au 30 juin 2015, la Société compte 12 familles de brevets, en France et dans le monde, et une licence concédée par le *National Institute of Health* (USA) couvrant une méthode diagnostique pour prédire l'efficacité de la L. Asparaginase chez un patient.

d. Effectif :

Au 30 juin 2015, l'effectif de la société s'élève à 45 personnes en ETP.

e. Finance :

Analyse du résultat net consolidé

Produits des activités courantes

Le produit des activités courantes de la Société s'est élevé respectivement à 1.474.406 euros au cours du premier semestre 2015 et à 721.980 euros au cours du premier semestre 2014, soit une augmentation de 104,2%.

Ces produits se composent des éléments détaillés dans le tableau ci-dessous. Les autres produits de l'activité sont principalement générés par le crédit d'impôt recherche et des subventions versées par BPI France dans le cadre des programmes de recherche de la Société.

(en euros)	30.06.2015 (6 mois)	30.06.2014 (6 mois)
Chiffre d'affaires	-	-
Autres produits de l'activité		
- Crédit d'impôt recherche	1 092 097	607 390
- Subventions	270 440	99 876
- Autres produits	111 869	14 713
Produits des activités courantes	1 474 406	721 980

Les frais de recherche et développement ne pouvant être activés en immobilisations avant l'obtention de l'autorisation de mise sur le marché, le crédit d'impôt recherche généré dans le cadre d'un programme de recherche est traité comme un produit des activités courantes.

Les produits générés par le crédit d'impôt recherche enregistrés en produits des activités courantes correspondent au remboursement prévu de 30% des dépenses éligibles engagées par la Société. L'augmentation du crédit d'impôt recherche au 30 juin 2015 par rapport au 30 juin 2014 est due à l'accroissement des coûts engagés dans le cadre des programmes de recherche de la Société.

Les subventions comptabilisées en produits des activités courantes représentent des subventions non remboursables. Les montants comptabilisés au titre des semestres clos au 30 juin 2014 et au 30 juin 2015 correspondent aux subventions liées au programme TEDAC en partenariat avec BPI France.

Les autres revenus se sont élevés respectivement à 14.713 euros et 111.869 euros pour le premier semestre 2014 et le premier semestre 2015. Au titre du premier semestre 2015, les autres produits correspondent à la somme des coûts internes supportés par le Groupe pour l'étude sur la LAM en 2015 et refacturés à Orphan Europe.

Frais de recherche et de développement

Le montant total des frais de recherche et de développement comptabilisé par la Société au titre du premier semestre 2015 par rapport au premier semestre 2014 a augmenté de 1.913.985 euros à 5.231.339 euros, soit une augmentation de 173,3%.

Les dépenses de recherche et de développement au cours des périodes présentées sont réparties en fonction de leur nature dans le tableau ci-dessous:

(en euros)	30.06.2015 (6 mois)	30.06.2014 (6 mois)	% Variation
ERY-ASP	868.010	206.051	321%
TEDAC (ERY-MET / ERY-ADI)	545.111	115.940	370%
Total des frais de recherche et de développement directs	1.413.121	321.991	339%
Consommables	360.610	142.777	153%
Location et maintenance	216.316	147.989	46%
Prestation, sous-traitance et honoraires	1.049.384	429.361	144%
Charge de personnel ⁽¹⁾	2.053.387	743.039	176%
Dotations nettes amortissements et provisions	114.841	101.225	13%
Autres	23.680	27.603	-14%
Total des frais de recherche et de développement indirects	3.818.218	1.591.994	140%
Total des frais de recherche et de développement⁽²⁾	5.231.339	1.913.985	173%

⁽¹⁾ dont 0 euro et 657.803 euros de charges liées aux paiements fondés sur des actions respectivement au titre du premier semestre 2014 et du premier semestre 2015.

⁽²⁾ dont 766.993 euros et 3.253.081 euros de frais liés aux études cliniques respectivement au titre du premier semestre 2014 et du premier semestre 2015.

L'accroissement du total des dépenses en matière de recherche et développement entre le premier semestre 2014 et le premier semestre 2015 est dû essentiellement à une augmentation de 620.023 euros des frais des prestations de services, de sous-traitances et des honoraires de consultations versés aux CROs ainsi qu'à d'autres prestataires de service pour la production et les essais cliniques réalisés au cours du premier semestre 2015, et à une augmentation de 1.310.348 euros des charges de personnel liée à l'augmentation de l'effectif total et des paiements fondés sur des actions versés au personnel affecté à l'activité de recherche et développement. La Société a aussi fait face à une augmentation de 217.833 euros de ses dépenses en produits consommables, dû essentiellement à une augmentation du nombre de produits cliniques achetés tels que des enzymes et des échantillons sanguins, utilisés dans les développements cliniques. De plus, la Société a dû aussi faire face à une augmentation de ses frais de recherches et développement directs de 1.091.130 euros liés à ERY-ASP, notamment dans le cadre des essais cliniques réalisés sur le cancer pancréatique et dans le programme TEDAC, qui devraient se poursuivre dans les périodes futures compte tenu de l'intention de la Société de lancer une étude clinique de phase 1 sur ERY-MET en 2016.

Frais de structure et généraux

Les frais de structure et généraux de la Société ont augmenté, passant d'un montant de 1.991.388 euros pour le premier semestre 2014 à 3.106.512 euros pour le premier semestre 2015, soit une augmentation de 56%. Cette augmentation de 1.115.124 euros est liée pour l'essentiel à une augmentation de dépenses de 627.563 euros en prestations de services, sous-traitances, et honoraires de consultation liés au développement de notre stratégie commerciale et réglementaire aux Etats-Unis, ainsi qu'aux honoraires de consultation et frais de prestation de services liés au recrutement en 2015 d'une Directrice Médicale et d'un Directeur Financier. La Société a également fait face à une augmentation des autres charges d'un montant de 558.275 euros, due principalement à l'attribution de BSA aux membres du Conseil d'administration.

Nos frais de structure et généraux sont répartis en fonction de leur nature dans le tableau suivant:

(en euros)	30.06.2015 (6 mois)	30.06.2014 (6 mois)	% Variation
Consommables	37.029	15.042	146%
Location et maintenance	196.984	201.540	-2%
Prestation, sous-traitance et honoraires	1.123.995	496.432	126%
Charge de personnel ⁽¹⁾	507.665	682.211	-26%
Dotations nettes amortissements et provisions	99.122	12.720	679%
Autres ⁽²⁾	1.141.718	583.443	96%
Total des frais de structure et généraux	3.106.512	1.991.388	56%

⁽¹⁾ dont 79.488 euros et 131.589 euros de paiements fondés sur des actions respectivement au titre du premier semestre 2014 et du premier semestre 2015.

⁽²⁾ dont 0 euro et 512.010 euros de paiements fondés sur des actions versés aux membres du Conseil d'administration respectivement au titre du premier semestre 2014 et du premier semestre 2015.

Produits et charges financières

Le résultat financier net a augmenté de 321.568 euros au cours du premier semestre 2015 par rapport au premier semestre 2014 et se décompose de la manière suivante :

(en euros)	30.06.2015 (6 mois)	30.06.2014 (6 mois)
Charges financières	(17.937)	(33.839)
Produits financiers	343.015	37.349
Résultat Financier	325.078	3.510

L'augmentation du résultat financier net est due à la hausse des intérêts courus sur les comptes à terme, suite à l'investissement des disponibilités provenant de l'augmentation de capital réalisée sur Euronext Paris en octobre 2014.

Analyse du tableau de flux de trésorerie

(en euros)	30.06.2015 (6 mois)	30.06.2014 (6 mois)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(5 956 904)	(3 306 518)
Flux net de trésorerie généré par les opérations d'investissement	(46 694)	(161 919)
Flux net de trésorerie généré par les opérations de financement	61 583	641 437
Variation de la trésorerie nette	(5 942 015)	(2 827 000)

La consommation de trésorerie liée l'activité s'élève respectivement à 3.306.518 euros et 5.956.904 euros pour les premiers semestres 2014 et 2015. Le flux net de trésorerie généré par l'activité a fortement baissé au cours du premier semestre 2015 par rapport au premier semestre 2014 en raison des efforts constants de la Société pour faire avancer ses programmes de recherche et développement tels que TEDAC ainsi que d'une augmentation des frais de structure et généraux.

La consommation de trésorerie liée aux opérations d'investissement s'élève respectivement à 161.919 euros et 46.694 euros pour les premiers semestres 2014 et 2015. Cette baisse résulte principalement du fait que les investissements en lien avec l'acquisition de la propriété et du matériel pour son siège social basé à Lyon sont désormais entièrement terminés.

Le flux net de trésorerie généré par les opérations de financement a diminué au cours du premier semestre 2015 en passant de 641.437 euros au premier semestre 2014 à 61.583 euros en 2015 en raison de la diminution du nombre d'actions auto-détenues dans le cadre du programme de liquidité.

B. Perspectives

Le second semestre 2015 va représenter un important semestre en termes de développement clinique avec :

- Le dépôt du dossier d'AMM auprès de l'EMA
- La poursuite de l'étude et la fin du recrutement dans la Leucémie Aigüe Myéloïde,
- La poursuite du recrutement des patients américains dans l'étude aux États-Unis avec ERYASP, chez des patients adultes atteints de Leucémie Aigüe Lymphoblastique.

C. Événements importants survenus entre le 1er juillet 2015 et la date d'établissement du présent rapport

La compagnie a annoncé le 20 juillet 2015, un DSMB positif suite au traitement des 24 premiers patients avec ERY-ASP dans la Phase 2 de l'étude contre le cancer du pancréas.

D. Informations relatives aux parties liées

Les relations avec les parties liées au cours du premier semestre 2014 sont présentées en Note de l'information financière semestrielle établie selon la norme IAS 34 ci-après.

E. Risques et incertitudes

Les risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats de la Société font l'objet d'une présentation exhaustive dans le prospectus de la Société visé par l'Autorité des marchés financiers le 04 juin 2015 sous le numéro R.15-048.

Il n'y a pas eu d'évolution sur le semestre de ces facteurs de risques, ni dans leur nature, ni dans leur niveau et il n'existe pas, à la date d'établissement du présent document, d'autres risques et incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

III. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2015

ETAT DU RESULTAT NET CONSOLIDE ET ETAT DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

(en euros)	notes	30.06.2015 (6 mois)	30.06.2014 (6 mois)
Chiffre d'affaires			
Autres produits de l'activité	4.1	1 474 406	721 980
Produits des activités courantes		1 474 406	721 980
Frais de recherche et développement	4.2 à 4.4	(5 231 340)	(1 913 985)
Frais de structure et généraux	4.2 à 4.4	(3 106 512)	(1 991 388)
Résultat opérationnel		(6 863 446)	(3 183 393)
Produits financiers	4.5	343 015	37 349
Charges financières	4.5	(17 937)	(33 839)
Résultat financier		325 078	3 510
Résultat avant impôt		(6 538 368)	(3 179 883)
Impôt sur le résultat		5 142	(4 173)
RESULTAT NET		(6 533 226)	(3 184 056)
Eléments recyclables ultérieurement en résultat			
néant			
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat			
Réévaluation du passif au titre des régimes à prestations définies		16 698	(12 121)
Effet d'impôt		(5 749)	4 173
Autres éléments du résultat global		10 949	(7 948)
RESULTAT GLOBAL		(6 522 277)	(3 192 004)
Résultat de base par action		(0,95)	(0,57)
Résultat dilué par action		(0,95)	(0,57)

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF (en euros)	notes	30.06.2015	31.12.14
ACTIFS NON COURANTS		993 970	1 080 239
Immobilisations incorporelles	5.1	44 115	30 951
Immobilisations corporelles	5.1	860 071	967 474
Actifs financiers non courants	5.1	89 784	81 814
Autres actifs non courants			
Impôt différé actif			
ACTIFS COURANTS		35 106 800	39 526 400
Stocks		184 622	198 356
Clients et comptes rattachés	5.2	266 648	104 870
Autres actifs courants	5.3	3 609 109	2 234 738
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.4	31 046 421	36 988 436
TOTAL ACTIF		36 100 770	40 606 639
<hr/>			
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES (en euros)		30.06.2015	31.12.14
CAPITAUX PROPRES		30 715 498	35 824 303
Capital	5.5	688 679	688 276
Primes	5.5	72 538 487	72 426 817
Réserves	5.5	(35 978 441)	(28 430 754)
Résultat net		(6 533 226)	(8 860 036)
PASSIFS NON COURANTS		236 406	524 629
Provisions - Part à plus d'un an	5.6	91 946	88 594
Passifs financiers - Part à plus d'un an	5.7	144 459	436 035
Impôt différé passif			
Autres passifs non courants			
PASSIFS COURANTS		5 148 865	4 257 706
Provisions - Part à moins d'un an			
Passifs financiers - Part à moins d'un an	5.7	575 660	333 502
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		3 840 222	2 084 546
Autres passifs courants	5.8	732 983	1 839 658
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		36 100 770	40 606 639

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en euros)	Capital	Prime d'émission	Réserves	Résultat	Capitaux propres
31/12/2013	550 602	42 741 059	(21 560 305)	(8 144 721)	13 586 634
Emission d'actions ordinaires	762				762
Augmentation prime d'émission		55 336			55 336
Titres auto-détenus	4 704	644 275			648 980
Affectation du Résultat N-1			(8 144 721)	8 144 721	
Résultat de la période				(3 184 056)	(3 184 056)
Ecarts actuariels			(7 948)		(7 948)
Charges IFRS 2			79 488		79 488
30/06/2014	556 068	43 440 671	(29 633 486)	(3 184 056)	11 179 196
31/12/2014	688 276	72 426 817	(28 430 754)	(8 860 036)	35 824 303
Emission d'actions ordinaires	653				653
Augmentation prime d'émission		47 421			47 421
Titres auto-détenus	(250)	64 250			64 000
Affectation du Résultat N-1			(8 860 036)	8 860 036	
Résultat de la période				(6 533 226)	(6 533 226)
Ecarts actuariels			10 949		10 949
Charges IFRS 2			1 301 402		1 301 402
30/06/2015	688 679	72 538 487	(35 978 441)	(6 533 226)	30 715 498

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en euros)	notes	30.06.2015	30.06.2014
Résultat net		(6 533 226)	(3 184 056)
Charges (produits) sans incidence sur la trésorerie			
- Dotations (reprises) aux amortissements		132 963	113 945
- Dotations (reprises) sur provisions – Part à plus d'un an		18 122	25 196
- Charges (produits) au titre des paiements en actions		1 301 402	79 488
Charges d'intérêt		2 392	25 750
Charge d'impôt (exigible et différé)		(5 142)	4 173
Flux net de trésorerie généré par l'activité avant variation du BFR		(5 083 489)	(2 935 504)
Variation des stocks		13 735	(21 645)
Variation des clients et comptes rattachés		(161 778)	(19 622)
Variation des autres actifs courants		(1 374 373)	(305 357)
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 755 676	18 958
Variation des autres passifs courants		(1 106 675)	(654 062)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(873 415)	(371 014)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		(5 956 904)	(3 306 518)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
<i>Acquisition d'immobilisations</i>		<i>(46 694)</i>	<i>(163 117)</i>
- Immobilisations incorporelles		(18 644)	(8 777)
- Immobilisations corporelles		(20 850)	(154 340)
- Immobilisations financières		(7 200)	-
<i>Cession d'immobilisations</i>			<i>1 197</i>
- Immobilisations incorporelles		-	-
- Immobilisations corporelles		-	-
- Immobilisations financières			1 197
Flux net de trésorerie généré par les opérations d'investissement		(46 694)	(161 919)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital en numéraire		48 074	56 098
Frais d'augmentation de capital en numéraire		-	-
Emission d'emprunts		-	-
Frais d'émission d'emprunts		-	-
Remboursement d'emprunts		(50 489)	(63 641)
Titres auto détenus		63 998	648 980
Flux net de trésorerie généré par les opérations de financement		61 583	641 437
Variation de trésorerie		(5 942 015)	(2 827 000)
Trésorerie en début d'exercice		36 988 436	15 112 523
Trésorerie en fin d'exercice		31 046 421	12 285 523
		-	-
Variation de la trésorerie nette		(5 942 015)	(2 827 000)
Information supplémentaire sur les flux nets de trésorerie			
Intérêts versés		15 545	7 738

IV. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2015. Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 8 septembre 2015.

Le Groupe est composé de la maison mère, Erytech Pharma S.A., ainsi que d'une filiale détenue à 100% et localisée aux Etats-Unis, Erytech Pharma Inc.

I. Description de l'activité de la société

L'activité principale de la Société est la recherche et le développement dans les domaines du traitement des leucémies aiguës et d'autres maladies orphelines.

Depuis sa création, la Société a concentré ses efforts :

- Sur le développement d'une technologie brevetée basé sur l'encapsulation de molécules dans les globules rouges, offrant une approche novatrice du traitement des leucémies aiguës et d'autres tumeurs solides. Le développement du principal produit, Graspas®, initié dès la création de la Société a conduit à la délivrance de 12 familles de brevets détenues en nom propre. La Société a également mis en place un procédé industriel breveté capable de produire des lots cliniques de Graspas®, et capable de répondre à la demande lors de la commercialisation du produit.
- La mise en œuvre de programmes d'études cliniques visant dans un premier temps à valider Graspas® sur le plan de la sécurité d'emploi et de la toxicologie grâce à une étude clinique de phase I dans la leucémie aiguë lymphoblastique (LAL) chez les patients adultes et enfants en rechute dans la LAL. Fort des résultats obtenus, la Société a mené une étude clinique de Phase II ayant également démontré la sécurité d'emploi du produit et son efficacité chez les patients de plus de 55 ans dans la LAL. La Société a terminé une étude clinique de phase III à l'issue de laquelle Erytech prévoit de déposer une demande d'autorisation de mise sur le marché européenne pour Graspas® dans la LAL. La Société a également entamé une étude de phase II dans la leucémie aiguë myéloïde (LAM).

Le modèle d'affaires de la Société est de développer ses produits jusqu'à l'obtention d'une autorisation de mise sur le marché en Europe puis aux Etats-Unis. Des partenariats commerciaux noués par Erytech permettront d'assurer la distribution de Graspas® dans un premier temps en Europe puis aux Etats-Unis et dans le reste du monde. Erytech a les capacités d'assurer les premières années de vente de Graspas® en Europe grâce à son unité de production de Lyon.

II. Faits marquants de la période

Pierre-Olivier Goineau, co-fondateur de la société et Directeur Général Délégué, a donné sa démission de ses fonctions au sein de la société lors du Conseil d'Administration du 11 Janvier 2015. Pierre-Olivier Goineau reste trésorier et secrétaire général de la filiale américaine Erytech Pharma Inc.

Le Dr Iman El-Hariry a rejoint la société en tant que Directrice Médicale au sein de la filiale Erytech Inc, basée à Boston, et sera en charge des affaires médicales, cliniques et règlementaires.

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2015, des bons de souscription supplémentaires ont été attribués de la façon suivante (voir note 4.3) :

- Le Conseil d'Administration qui s'est tenu le 29 avril 2015 a attribué 2 150 BSA2012 aux membres indépendants du Conseil ;

- En accord avec le plan 2014, le Conseil d'Administration qui s'est tenu le 23 juin 2015 a attribué la première tranche du plan et alloué 2,500 BSPCE2014 aux salariés ayant le statut de cadre au sein de la société et 3 000 BSA2014 à la Directrice Médicale d'Erytech basée aux Etats-Unis au sein de la filiale Erytech Pharma Inc.

Enfin, la Société n'a pas recouvré le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) 2014 au 30 juin 2015 pour un montant de 1 523 688 € ; la créance dans les comptes de bilan au 30 juin 2015 correspondant donc au CIR du premier semestre 2015 et du solde de 2014.

III. Principes et méthodes comptables

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés de la société sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2015.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.html).

Les états financiers semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers de la société au 31 décembre 2014.

Les états financiers sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la société. Tous les montants mentionnés dans la présente annexe aux états financiers sont libellés en euros, sauf indication contraire.

À l'exception des normes entrées en application au 1er janvier 2015 décrites ci-dessous, les méthodes et principes comptables appliqués pour l'établissement des états financiers intermédiaires sont identiques à ceux utilisés pour l'établissement des états financiers au 31 décembre 2014.

Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne à partir de l'exercice ouvert au 1er janvier 2015

Le groupe a adopté les normes, amendements et interprétations suivants qui sont applicables au 1er janvier 2015:

- IFRIC 21 : « Droits ou taxes » : cette interprétation rappelle que les taxes doivent être comptabilisées conformément à leur fait générateur tel que défini par la loi indépendamment de leur assiette de calcul. L'application de cette norme est sans effet sur les comptes annuels.
- Amendements à IAS 16 (immobilisations corporelles) et IAS 38 (immobilisations incorporelles) portant sur les modes d'amortissement acceptables. L'IASB a ainsi précisé que l'utilisation d'une méthode d'amortissement fondée sur les revenus n'est pas appropriée car ne permet pas de refléter la consommation des avantages économiques liés à un actif incorporel. Cette présomption pouvant être réfutée dans certaines circonstances ;
- Amendements à IFRS 11 « accords conjoints » traitant de l'acquisition d'une participation dans une entreprise commune ;
- Amendements à IAS 19 « avantages au personnel » qui s'applique aux contributions des membres du personnel ou des tiers à des régimes à prestations définies. Certaines contributions pouvant désormais être comptabilisées en déduction du coût des services rendus de la période pendant laquelle le service est rendu ;

- Améliorations annuelles des normes IFRS (décembre 2013) applicables au 1^{er} juillet 2014 : ces amendements concernent principalement, les informations relatives aux parties liées (IAS 24) et plus particulièrement des clarifications portant sur la notion de prestation du personnel « clé » de la Direction, les paiements fondés sur des actions (IFRS 2) et notamment une clarification de la notion de « conditions d'acquisition », l'information sectorielle (IFRS 8) et l'information à fournir sur des critères de regroupement ainsi que la réconciliation des actifs par secteur avec l'ensemble des actifs de l'entité, la clarification de la notion de juste valeur pour les créances et dettes court terme et la possibilité de compenser des actifs et passifs financiers (IFRS 13 évaluation à la juste valeur) et , la comptabilisation d'une contrepartie conditionnelle lors de regroupements d'entreprise (IFRS 3).

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les résultats et la situation financière du groupe. Les normes et interprétations d'application facultative au 30 juin 2015 n'ont pas été appliquées par anticipation. Le groupe n'anticipe toutefois pas d'impacts significatifs liés à l'application de ces nouveaux textes.

Présentation

Le compte de résultat présente le classement des charges et des produits par fonction.

L'information comparative est présentée selon une classification identique.

Le tableau de flux de trésorerie a été établi selon la méthode indirecte.

Les comptes sont établis selon les principes de la continuité d'exploitation et de permanence des méthodes comptables.

Recours à des estimations

La préparation des états financiers conformément aux règles édictées par les IFRS, nécessite de recourir à des estimations et de formuler des hypothèses ayant un impact sur les états financiers. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent. Les résultats réels peuvent de ce fait s'avérer différents des estimations initialement formulées. Les principales estimations effectuées sont décrites dans les états financiers annuels.

Information sectorielle

Conformément à IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités de la société ; elle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Président - Directeur général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

Le reporting actuel de la société a permis de définir un seul secteur opérationnel.

Le secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel en termes de reporting interne, selon des indicateurs de performance.

IV. Notes relatives à l'état du résultat net consolidé

4.1 Autres produits de l'activité

Les autres produits de l'activité se composent des éléments suivants :

(en euros)	30.06.2015 (6mois)	30.06.2014 (6 mois)
Crédit d'impôt Recherche	1 092 097	607 390
Subventions	270 440	99 876
Autres produits	111 869	14 713
autres produits de l'activité	1 474 406	721 980

Les produits de l'activité sont principalement générés par le crédit impôt recherche et les subventions liées aux programmes de recherche pré-clinique en partenariat avec BPI France.

Les autres produits représentent 14 713 € et 111 869 € respectivement pour les périodes s'achevant au 30 juin 2014 et 2015. Pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, les autres produits représentent la refacturation à Orphan Europe des coûts internes supportés pour l'étude AML en 2015.

L'augmentation du crédit impôt recherche et des subventions au 30 juin 2015 par rapport au 30 juin 2014 est due à l'accroissement de l'activité de recherche et développement entre les deux périodes.

4.2 Détail des charges par nature

30/06/2015 en €	Autres Frais de recherche et développement	Etudes cliniques	Coûts de propriété intellectuelle	Frais de recherche et développement	Frais de structure et généraux	Total général
Consommables	149 485	353 260	-	502 745	37 029	539 774
Locations et maintenance	110 638	158 283	-	268 921	196 984	465 905
Prestations, sous-traitance et honoraires	612 608	1 201 881	205 577	2 020 066	1 123 995	3 144 061
Charges de personnel	805 296	1 197 987	50 104	2 053 387	507 665	2 561 052
Autres	29 824	240 443	1 112	271 379	1 141 718	1 413 097
Dotations nettes amortissements et provisions	13 614	101 227	-	114 841	99 122	213 963
Total général	1 721 465	3 253 081	256 793	5 231 340	3 106 512	8 337 852

30/06/2014 en €	Autres Frais de recherche et développement	Etudes cliniques	Coûts de propriété intellectuelle	Frais de recherche et développement	Frais de structure et généraux	Total général
Consommables	162 532	40 654	-	203 186	15 042	218 228
Locations et maintenance	69 186	80 626	-	149 812	201 540	351 352
Prestations, sous-traitance et honoraires	220 513	246 749	173 611	640 873	496 432	1 137 305
Charges de personnel	460 398	249 979	32 662	743 039	682 211	1 425 250
Autres	11 713	64 137	-	75 850	583 443	659 293
Dotations nettes amortissements et provisions	16 377	84 848	-	101 225	12 720	113 945
Total général	940 719	766 993	206 273	1 913 985	1 991 388	3 905 373

L'augmentation du poste « Autres » provient de l'attribution de BSA₂₀₁₂ aux administrateurs pour 512 010 €.

4.3 Frais de personnel

Les frais de personnel se ventilent comme suit :

30/06/2015 en €	Frais de recherche et développement	Etudes cliniques	Coûts de propriété intellectuelle	Frais de structure et généraux	Total général
Salaires et traitements	451 255	464 499	20 767	248 361	1 184 882
JV de plan de rémunération basé sur des actions	133 486	505 715	18 602	131 589	789 392
Charges sociales	220 556	227 772	10 735	127 714	586 777
Total Frais de personnel	805 297	1 197 986	50 104	507 664	2 561 051

30/06/2014 en €	Frais de recherche et développement	Etudes cliniques	Coûts de propriété intellectuelle	Frais de structure et généraux	Total général
Salaires et traitements	323 675	173 678	21 268	435 332	953 953
JV de plan de rémunération basé sur des actions	-	-	-	79 488	79 488
Charges sociales	136 724	76 301	11 394	167 391	391 810
Total Frais de personnel	460 399	249 979	32 662	682 211	1 425 251

Comme mentionné dans le paragraphe « Faits marquants de la période », les bons de souscription suivants ont été attribués au cours de la période :

Attribution des BSA₂₀₁₂ aux membres indépendants du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration réuni le 29 Avril 2015 a attribué 2 150 BSA₂₀₁₂ aux membres indépendants du Conseil d'Administration. Conformément à IFRS2, la Société a effectué une valorisation des BSA₂₀₁₂ et a utilisé le modèle d'évaluation de Black&Scholes pour réaliser cette évaluation.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des BSA₂₀₁₂ attribués aux administrateurs sont :

- Taux sans risque : 0,07% en fonction des tranches (en fonction de la courbe des taux d'obligations d'Etat zéro-coupon) ;
- Dividendes attendus : zéro ;
- Volatilité : 20,5% basée sur les volatilités historiques observées sur l'indice NextBiotech ;
- Maturité attendue : 2,5 ans en fonction des tranches d'attribution.

La juste valeur du plan a été évaluée à 512 010 €. Une charge a été comptabilisée à ce titre en « Autres » en frais de structure et généraux au 30 juin 2015.

“Plan 2014”

En 2014, l'Assemblée Générale d'Erytech a attribué 12 000 BSPCE₂₀₁₄ aux dirigeants. Conformément à IFRS2, cette attribution a été valorisée au cours de l'année fiscale 2014 dû au fait que toutes les conditions d'attribution étaient réunies à cette date, excepté la condition de service. Ainsi, la juste valeur du plan d'un montant de 372 059 € a été comptabilisée graduellement sur une période de 3 ans en conformité avec IFRS2. Au 30 juin 2015, une charge a été comptabilisée pour un montant de 59 418 € en charges de personnel. Le Conseil d'Administration réuni le 23 juin 2015 a accordé, conformément au Plan 2014, les bons de souscription suivants :

- Conditions remplies pour l'attribution de la première tranche des BSPCE₂₀₁₄ aux salariés ayant le statut de cadres avec identification des bénéficiaires de ces bons. 2 500 bons ont été attribués. Conformément à IFRS2, la Société a effectué une valorisation de ces BSPCE₂₀₁₄ attribués à ces personnes avec le modèle d'évaluation de Black&Scholes.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des BSPCE₂₀₁₄ attribués aux salariés sont :

- Taux sans risque : 0,27% en fonction des tranches (en fonction de la courbe des taux d'obligations d'Etat zéro-coupon) ;
- Dividendes attendus : zéro ;
- Volatilité : 20,75% basée sur les volatilités historiques observées sur l'indice NextBiotech ;
- Maturité attendue : 4,3 ans en fonction des tranches d'attribution.

La juste valeur du plan a été évaluée à 516 735 €. Une charge a été comptabilisée à ce titre en charges de personnel au 30 juin 2015 et répartie en coûts de personnel R&D pour 424 758 € et en coûts de personnel administratif pour 91 977 €.

Suite au recrutement de la Directrice Médicale au sein de la filiale Erytech Pharma Inc. et en accord avec l'annexe IV-BSA₂₀₁₄, toutes les conditions nécessaires pour attribuer la totalité des 3000 BSA₂₀₁₄ étaient remplies à la date de recrutement à l'exception des conditions de service pour les tranches 2 et 3. Conformément à IFRS2, la Société a effectué une valorisation des BSA₂₀₁₄ attribués à la Directrice Médicale en utilisant le modèle d'évaluation de Black&Scholes.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des BSA₂₀₁₄ attribués à la Directrice Médicale sont :

- Taux sans risque : entre 0,27% et 0,45% en fonction des tranches (en fonction de la courbe des taux d'obligations d'Etat zéro-coupon) ;
- Dividendes attendus : zéro ;
- Volatilité : entre 19,59% et 20,75% basée sur les volatilités historiques observées sur l'indice NextBiotech ;
- Maturité attendue : entre 4,3 ans et 5,3 ans en fonction des tranches d'attribution.

La juste valeur du plan de BSA₂₀₁₄ a été évaluée à 622 244 €. Une charge sera comptabilisée graduellement sur une période de 3 ans conformément à IFRS2. Une charge de 213 234 € a été comptabilisée en charges de personnel (charges de personnel R&D uniquement) au 30 juin 2015.

4.4 Dotation nette aux amortissements et aux provisions

en euros	30.06.2015	30.06.2014
Frais de recherche et développement	13 614	16 377
Etudes Cliniques	101 227	84 848
Coûts de propriété intellectuelle	-	-
Frais de structure et généraux	18 122	12 720
Total dotation nette aux amortissements et aux provisions	132 963	113 945

4.5 Résultat financier

(en euros)	30.06.2015	30.06.2014
Interêts sur crédits-bails	(2 599)	(3 681)
Autres charges financières	(15 338)	(30 158)
Charges financières	(17 937)	(33 839)
Revenus des valeurs mobilières de placement	256 585	
Autres Produits Financiers	86 430	37 349
Produits financiers	343 015	37 349
Résultat financier	325 078	3 510

Les revenus des valeurs mobilières de placement correspondent aux intérêts courus sur les comptes à terme au 30 juin 2015. Les autres produits financiers sont les gains de change constatés au 30 juin 2015.

V. Notes relatives à la situation financière consolidée

5.1 Actifs non courants

Immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2015, les investissements relatifs aux immobilisations incorporelles correspondent à l'acquisition de logiciels.

Immobilisations corporelles

La variation de la valeur brute des immobilisations corporelles est principalement liée à l'acquisition de matériel de bureau et de matériels informatiques.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent aux cautions versées dans le cadre de la location des bureaux à Boston.

Il n'y a pas eu de nouveau crédit-bail conclu sur la période.

5.2 Clients et comptes rattachés

Solde net à la clôture	Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2015	Exercice clos le 31 décembre 2014
Clients	266 648	104 870
Solde net à la clôture	266 648	104 870

La société ne vendant pas encore ses produits en développement, les créances clients concernent uniquement la refacturation des frais de recherche et développement supportés dans le cadre des essais cliniques de l'étude AML, à Orphan Europe.

5.3 Autres actifs courants

en euros	30.06.2015	31.12.2014
Crédit d'impôt recherche	2 615 785	1 523 688
Créances fiscales (TVA...) et autres créances	551 623	494 271
Charges constatées d'avance	441 701	216 779
Autres subventions à recevoir	-	-
Autres actifs courants	3 609 109	2 234 738

Au 30 juin 2015, la Société n'a pas reçu le remboursement de son Crédit d'impôt Recherche 2014, d'un montant de 1 523 688 €. La créance afférente dans les comptes de bilan au 30 juin 2015 inclut le solde 2014 ainsi que le CIR du premier semestre 2015.

5.4 Trésorerie

en euros	30.06.2015	31.12.2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 046 421	36 988 436
Découverts bancaires	-	-
Trésorerie nette	31 046 421	36 988 436

La trésorerie est composée des éléments suivants :

- 30/06/2015 : 1,2 millions d'euros de disponibilités et 29,5 millions d'euros de comptes à termes (mobilisables à environ un mois);
- 31/12/2014 : 3,0 millions d'OPCVM Monétaires, 1,9 million d'euros de disponibilités et 32 millions d'euros de comptes à termes (mobilisables à environ un mois).

5.5 Capitaux propres

Au 31 décembre 2014, le capital se décomposait de 6 882 761 actions, entièrement libérées, d'un montant nominal de 0,1 euro.

La Société s'étant cotée sur NYSE Euronext le 6 mai 2013, certains titulaires de BSPCE₂₀₁₂ ont souhaité exercer les BSPCE₂₀₁₂ qu'ils avaient souscrits. Le 23 juin 2015, le Conseil d'administration, agissant dans le cadre des délégations de compétence conférées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 mai 2012 et au vu d'une liste fournie par la Société Générale, teneur des titres, constate que 6 530 actions nouvelles ont été intégralement souscrites et libérées pour un montant total de 48 073,86 € soit 653 € correspondant à la valeur nominale de l'action et 47 420,86 € correspondant au montant de la prime d'émission.

Le capital social est augmenté d'une somme globale de 653 euros pour le porter de 688 276,10 euros à la somme de 688 929,10 euros, divisé en 6 889 291 actions de 0,10 euro chacune.

5.6 Provisions

Les provisions se décomposent de la manière suivante :

en euros	30.06.2015	31.12.2014
Provisions IDR	91 946	88 594
Provisions pour litiges	-	-
Provisions	91 946	88 594

5.7 Passifs financiers

Endettement par nature

en euros	30.06.2015	31.12.2014
Dettes financières liées aux crédits bails	180 208	220 376
Découverts bancaires	-	-
Avances conditionnées	539 911	549 161
Obligations convertibles	-	-
Autres	81 000	-
Dettes financières	801 119	769 537

Endettement par maturité

en euros	30/06/2015		
	Montants dus		TOTAL
	A moins d'un an	A plus d'un an	
Emprunts			-
Avances conditionnées	508 250	31 661	539 911
Dettes financières liées aux crédits bails	67 410	112 798	180 208
Obligations convertibles			-
Découverts bancaires			
Total emprunts	575 660	144 459	720 119

en euros	31/12/2014		
	Montants dus		TOTAL
	A moins d'un an	A plus d'un an	
Emprunts			-
Avances conditionnées	257 500	291 661	549 161
Dettes financières liées aux crédits bails	76 002	144 374	220 376
Obligations convertibles	-	-	-
Découverts bancaires			
Total emprunts	333 502	436 035	769 537

5.8 Autres passifs courants

en euros	30.06.2015	31.12.2014
Autres passifs courants		
Dettes fiscales et sociales	554 873	970 629
Produits constatés d'avance	97 996	368 436
Autres dettes	80 115	500 593
Autres passifs courants	732 983	1 839 658

La société a été mise en demeure en juin 2015 de rembourser une subvention reçue dans le cadre du programme GR-SIL à BPI France. Le montant de la subvention depuis l'origine s'élève à 81 000€.

Le litige porte sur la fin du programme décidée par la société. BPI France considère que la société n'a pas rempli les conditions déclaratives nécessaires à l'octroi de cette subvention. Erytech a demandé en réponse à la mise en demeure des informations quant aux conditions déclaratives considérant qu'elle les avait remplies. Une provision a été comptabilisée au 30 juin 2015 pour 81 000 €.

La baisse des dettes fiscales et sociales est liée aux bonus et charges sociales de la direction provisionnés au 31 décembre 2014.

La baisse des produits constatés d'avance est principalement liée à la subvention reçue de BPI France pour le programme TEDAC. Au 30 juin 2015, la société a comptabilisé des coûts supplémentaires liés au programme, et a donc reconnu une partie des subventions relatives à ces charges.

La diminution du poste « Autres dettes » est liée à la présence au 31 décembre 2014 de factures non parvenues relatives au programme PANC 2013-03.

5.9 Parties liées

Gil Beyen et Yann Godfrin sont les dirigeants de la société ; Jérôme Bailly est le pharmacien responsable. Les autres parties liées sont les membres du Conseil d'Administration.

Il n'y a pas eu de changement significatif dans les transactions réalisées avec les parties liées depuis le 31 décembre 2014.

La société ne recense pas d'autres parties liées.

5.10 Instruments financiers inscrits au bilan et effet sur le résultat

30/06/2015 en euros		Valeur au bilan	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Juste valeur
Actifs financiers non courants	(1)	89 784		89 784		89 784
Autres actifs courants	(1)	3 609 109		3 609 109		3 609 109
Créances clients et autres créances		266 648		266 648		266 648
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2)	31 046 421	31 046 421			31 046 421
						-
Total actifs financiers		35 011 962	31 046 421	3 965 541	-	35 011 962
Passifs financiers, part à plus d'un an	(1)	144 459			144 459	144 459
Passifs financiers, part à moins d'un an	(1)	575 660			575 660	575 660
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	(1)	3 840 222			3 840 222	3 840 222
						-
Total		4 560 341	-	-	4 560 341	4 560 341
31/12/2014 en euros		Valeur au bilan	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Juste valeur
Actifs financiers non courants	(1)	81 814		81 814		81 814
Autres actifs courants	(1)	2 234 738		2 234 738		2 234 738
Créances clients et autres créances		104 870		104 870		104 870
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2)	36 988 436	36 988 436			36 988 436
						-
Total actifs financiers		39 409 858	36 988 436	2 421 422	-	39 304 858
Passifs financiers, part à plus d'un an	(1)	436 035			436 035	436 035
Passifs financiers, part à moins d'un an	(1)	333 502			333 502	333 502
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	(1)	2 084 546			2 084 546	2 084 546
						-
Total		2 854 083	-	-	2 854 083	2 854 083

Note :

(1) La valeur comptable de ces actifs et passifs est une approximation raisonnable de leur juste valeur.

(2) Juste valeur de niveau 2

5.11 Engagements hors bilan

Il n'y a pas eu d'engagements significatifs hors bilan pris ou reçus par rapport au 31 décembre 2014.

5.12 Événements postérieurs à la clôture

La compagnie a annoncé le 20 juillet 2015, un DSMB positif suite au traitement des 24 premiers patients avec ERY-ASP dans la Phase 2 de l'étude contre le cancer du pancréas.

5.13 Note relative au changement de présentation des états financiers consolidés

Dans le cadre de son projet d'introduction en bourse aux Etats-Unis sur le Nasdaq, la société ERYTECH Pharma a présenté des états financiers semestriels dont la présentation diffère de la présentation historique des états financiers antérieurement déposés auprès de l'AMF. Dans un souci d'harmonisation la société a décidé d'appliquer la même présentation dans les états financiers consolidés déposés auprès de l'AMF.

Ces modifications concernent exclusivement la présentation du compte de résultat net consolidé ainsi que le tableau de flux de trésorerie consolidé.

5.13.1 Etat du résultat net consolidé

a) Regroupement des frais de R&D

L'ensemble des dépenses relatives aux frais de R&D a été regroupé sur une seule ligne du compte de résultat net consolidé. Une information détaillée est donnée dans les notes annexes.

b) Suppression de l'agrégat « résultat opérationnel courant »

La société avait décidé de présenter l'agrégat « résultat opérationnel courant » en conformité avec la Recommandation CNC2009-R03, relative au format des états financiers des entreprises sous référentiel comptable international. Cet agrégat a été supprimé.

Il n'y a aucune différence entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel présenté historiquement dans les états financiers déposés auprès de l'AMF.

c) Changement de présentation du résultat financier

La société présentait le cout de l'endettement net et les autres produits et charges financiers. Dans les états financiers au 30 juin 2015, le résultat financier a été décomposé entre les charges financières et les produits financiers.

Ce changement de présentation n'a pas d'impact significatif compte tenu du fait que le montant des charges financières correspond essentiellement au cout de l'endettement net.

Ce traitement n'avait pas été appliqué lors de l'arrêté du 30 juin 2014 publié précédemment. L'information comparative pour les six mois clos au 30 juin 2014 présentée dans ces états financiers a été retraitée. Les retraitements opérés sont présentés ci-dessous :

(en euros)	30.06.2014 (6 mois) format historique	30.06.2014 (6 mois) format retraité	
Chiffre d'affaires		Chiffre d'affaires	
Autres produits de l'activité	721 980	Autres produits de l'activité	
		721 980	
Produits des activités courantes	721 980	Produits des activités courantes	
		721 980	
Frais de recherche et développement	-940 719	Frais de recherche et developpement	
Etudes cliniques	-766 993		-1 913 985
Coûts de propriété intellectuelle	-206 273		
Frais de structure et généraux	-1 991 388	Frais de structure et généraux	
		-1 991 388	
Résultat opérationnel courant	-3 183 393		
Autres produits et charges opérationnels			
Résultat opérationnel	-3 183 393	Résultat opérationnel	
		-3 183 393	
Coût de l'endettement net	-29 781	Produits financiers	
		37 349	
Autres produits et charges financiers	33 292	Charges financières	
		-33 839	
Résultat financier	3 510	Résultat financier	
		3 510	
Résultat avant impôt	-3 179 883	Résultat avant impôt	
		-3 179 883	
Impôt sur le résultat	-4 173	Impôt sur le résultat	
		-4 173	
RESULTAT NET	-3 184 056	RESULTAT NET	
		-3 184 056	

5.14 Tableau de flux de trésorerie consolidé

a) Changement de présentation des subventions d'exploitation

La société a décidé de modifier la présentation des subventions d'exploitation dans le tableau de flux de trésorerie dans les états financiers pour se conformer aux pratiques du secteur. Elles étaient auparavant présentées en déduction du résultat net dans le calcul de la capacité d'autofinancement avant résultat financier et impôt, elles sont dorénavant présentées dans la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (variation des autres actif courants). Ce changement de présentation n'a pas d'impact sur le montant des flux nets de trésorerie générés par l'activité.

b) Changement de présentation du cout de l'endettement financier net

La société a décidé de présenter le montant brut des charges d'intérêts dans le tableau de flux de trésorerie. L'impact avec la présentation historique n'est pas significatif.

c) Changement de présentation de la variation du besoin en fonds de roulement

La société a décidé de décomposer la variation du besoin en fonds de roulement dans les états financiers, afin de fournir une information plus détaillée de ce poste compte tenu de l'aspect significatif de ce dernier.

d) Présentation d'informations supplémentaires

La société a décidé de présenter le montant des intérêts versés en tant qu'information supplémentaire du tableau de flux de trésorerie.

L'impact de ces changements de présentation n'est pas significatif sur le montant des différentes natures de flux de trésorerie (activité, investissement et financement).

Ce traitement n'avait pas été appliqué lors de l'arrêté du 30 juin 2014 publiée précédemment. L'information comparative pour les six mois clos au 30 juin 2014 présentée dans ces états financiers a été retraitée. Les retraitements opérés sont présentés ci-dessous :

(en euros)	30.06.2014 Format historique	(en euros)	30.06.2014 Format retraité
Résultat net	- 3 184 056	Résultat net	-3 184 056
Charges (produits) sans incidence sur la trésorerie		Charges (produits) sans incidence sur la trésorerie	
- Dotations (reprises) aux amortissements	113 945	- Dotations (reprises) aux amortissements	113 945
- Dotations (reprises) sur provisions – Part à plus d'un an	25 196	- Dotations (reprises) sur provisions – Part à plus d'un an	25 196
- Charges (produits) au titre des paiements en actions	79 488	- Charges (produits) au titre des paiements en actions	79 488
- Quote part de subvention reprise en résultat	-		
- Plus ou moins values de cession	-		
Subventions d'exploitation	- 707 266		
Coût de l'endettement financier net	29 781	Charges d'intérêt	25 750
Charge d'impôt (exigible et différé)	4 173	Charge d'impôt (exigible et différé)	4 173
Capacité d'autofinancement avant résultat financier et impôt	- 3 638 739	Flux net de trésorerie généré par l'activité avant variation du BFR	- 2 935 504
Impôts versés	-	Variation des stocks	- 21 645
		Variation des clients et comptes rattachés	- 19 622
		Variation des autres actifs courants	- 305 357
		Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 958
		Variation des autres passifs courants	- 654 062
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	336 252	Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 371 014
Flux net de trésorerie généré par l'activité	- 3 302 486	Flux net de trésorerie généré par l'activité	-3 306 518
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	
<i>Acquisition d'immobilisations</i>	- 163 117	<i>Acquisition d'immobilisations</i>	- 163 117
- Immobilisations incorporelles	- 8 777	- Immobilisations incorporelles	- 8 777
- Immobilisations corporelles	- 154 340	- Immobilisations corporelles	- 154 340
- Immobilisations financières	-	- Immobilisations financières	-
<i>Cession d'immobilisations</i>	1 197	<i>Cession d'immobilisations</i>	1 197
- Immobilisations incorporelles	-	- Immobilisations incorporelles	-
- Immobilisations corporelles	-	- Immobilisations corporelles	-
- Immobilisations financières	1 197	- Immobilisations financières	1 197
Flux net de trésorerie généré par les opérations d'investissement	- 161 919	Flux net de trésorerie généré par les opérations d'investissement	- 161 919
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	
Augmentation de capital en numéraire	56 098	Augmentation de capital en numéraire	56 098
Frais d'augmentation de capital en numéraire	-	Frais d'augmentation de capital en numéraire	-
Emission d'emprunts	-	Emission d'emprunts	-
Frais d'émission d'emprunts	-	Frais d'émission d'emprunts	-
Remboursement d'emprunts	- 63 641	Remboursement d'emprunts	- 63 641
Titres auto détenus	648 980	Titres auto détenus	648 980
Intérêts versés	- 4 031		
Flux net de trésorerie généré par les opérations de financement	637 407	Flux net de trésorerie généré par les opérations de financement	641 437
Variation de trésorerie	- 2 827 000	Variation de trésorerie	-2 827 000
Trésorerie en début d'exercice	15 112 523	Trésorerie en début d'exercice	15 112 523
Trésorerie en fin d'exercice	12 285 523	Trésorerie en fin d'exercice	12 285 523
Variation de la trésorerie nette	- 2 827 000	Variation de la trésorerie nette	-2 827 000
		Information supplémentaire sur les flux nets de trésorerie	
		Intérêts versés	7 738

V. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Erytech Pharma S.A.

Siège social : 60, avenue Rockefeller – 69008 Lyon
Capital social : €.690.164,10

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2015

Période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Erytech Pharma S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon, le 25 septembre 2015
KPMG Audit Rhône Alpes Auvergne

Lyon, le 25 septembre 2015
RSM CCI Conseils

Sara Righenzi de Villers
Commissaire aux comptes

Gaël Dhalluin
Associé

VI. DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes financiers pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes mentionnés au paragraphe II.E pour les six mois restants de l'exercice ».

Lyon, le 25 septembre 2015

Gil BEYEN

Président Directeur Général